

BEST AVAILABLE COPY

Name: ALVIN J. JOHNSON

Date of birth: 1 Jan 1916 Place of birth: I. L. Hungary
Date of capture: _____ Date of release: _____

**Nationally
Notified**

His permanent residence: 1001 Tawit-an Rd. C. O.
 During address change:

has entered concentration camp. Is it not so?

Prisões: Na
Na de prisioneiros

on 1-2-1971 in a rooming house
at 1111 1/2 St. N. W. Wash. D.C.

Category, or reason given for incarceration:
 Catégorie du motif donné pour l'incarcération

Transferred to National Organization for Women (NOW) 10/11/61

on 1 July 1951 to the 1st of August

Libertad/Released on / not given - no negative
Libertad/Released on / not given - no negative

Remarks: 1. Source said: "I met [redacted] at the [redacted] camp in April 1946 as late of birth when she was
of [redacted] in the concentration camp."

[illegible]

7th November 1950

DECLASSIFIED AND RELEASED BY
CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY
SOURCE/METHODS EXEMPTION 00020
NAZI WAR CRIMES DISCLOSURE ACT
DATE 1001 2006

I. R. O.
EXECUTIVE
OFFICE
INTERNATIONAL TRACING SERVICE INC.

Director of the International
Tracing Service
Directeur du Service International
de Recherches

Added by the I.T.S. as evidence, does not appear on the original document.

Exhibit 1)

MINISTRE MILITAIRE
PARIS
19, rue de Valenciennes
ANNEXE N° 10.

REPUBLIQUE FRANCAISE

ORDONNANCE de NON-LIEU

Nous, Capitaine GARAT,
Juge d'Instruction militaire près le Tribunal Militaire Permanent
de Paris;

Vu la procédure instruite contre la nommée SZUDO née SZULANSKA
Janine, née le 21 Avril 1914 à Lomazova (Pologne) de nationalité polo-
naise, demeurant 19, rue Thibaudier à Paris (19^e), en liberté provisoire
inculpée d'INTÉLLIGENCE AVEC L'ENNEMI,
art. 75 et suivants du Code Pénal,

COUPS et BLESSURES VOLONTAIRES,

art. 309 et suivants du Code Pénal et ordonnance du 28 août 1944;

Vu les requisitions de M. le Commissaire du Gouvernement près
le Tribunal Militaire, tendant à non-lieu;

Attendu que l'inculpée était arrêtée à Lwow (Pologne) le 24 Août
1942 par la Gestapo pour activités dans l'armée secrète polonaise;;
qu'elle devait rester en prison à LWOV jusqu'en février 1943, date à
laquelle elle était envoyée au camp de déportation de MAJDANEK et
qu'elle y demeurait jusqu'en avril 1944; qu'à cette date le camp était
évacué sur RAVENSBRÜCK où elle demeurait jusqu'au 8 juin 1944, date à
laquelle on l'envoyait avec huit autres femmes au Kommando de LEIPZIG
dépendant du camp de BUCHENWALD; qu'elle devait être libérée par les
Russes le 7 mai 1945;

Attendu qu'en avril 1943, au camp de MAJDANEK, elle était désignée
par la doyenne du camp pour lui être adjointe comme responsable vis à
vis d'elle de la propreté et de l'ordre à l'intérieur du camp;

Attendu qu'en juin 1944, se trouvant au commando de LEIPZIG,
le Commandant allemand lui donnait l'ordre formel de prendre les fonc-
tions de "Lageralteter" étant donné ses fonctions antérieures et ce
malgré son désir express de rester à l'écart;

Attendu qu'elle était à ce titre responsable de l'ordre et de la
discipline à l'intérieur du camp vis à vis des autorités allemandes;

Attendu que quelques temps après, lors de l'arrivée de femmes
juives au Kommando, prévoyant des difficultés avec ces dernières, elle
demandait à être relevée de ses fonctions mais en était empêchée par ses
camarades qui estimaient qu'elle remplissait ses fonctions à la satisfac-
tion de toutes les déportées;

Attendu que les nommées WAJMAN Anna, LUKLINER Ada et WEISFELD Mar-
tine toutes juives et d'origine polonaise, accusent l'inculpée d'avoir exercé

Exhibit C

Déclarons qu'il n'y a pas lieu de suivre contre la susnommée
dans les chefs d'inculpation retenus à son encontre;

Ordonnons le dépôt au Greffe du Tribunal Militaire des pièces
de la procédure.

Fait en notre Cabinet, à Paris, le 3 Novembre 1949

Signé : GARAT

Avis de la présente
ordonnance a été donné au
défenseur.

Le Greffier.

(-) A. Baile

Copie Certifiée Conforme
Le Greffier

Cachet du Tribunal Militaire
Permanent de Paris
Le Juge d'Instruction

BEST AVAILABLE COPY

sur leur personne, soit à MAJDANEK, soit à LEIPZIG, divers services et
rels notamment des coups de bâton;

Attendu que l'inculpée nie formellement la matérialité des faits
mais reconnaît cependant avoir bousculé ou giflé quelques détenues, ma
sans aucune méchanceté, et n'avoir occasionné de ce fait aucun préjudic
sérieux;

Attendu qu'il résulte de l'information et en particulier de nomb
témoignages concordants que les fonctions qui lui ont été assignées a
camp de MAJDANEK l'ont été par la doyenne du camp, une polonaise, et
par l'autorité allemande; qu'au Kommando de Leipzig elle n'a pu se sou
re à l'ordre express du commandement allemand d'avoir à occuper les fo
tions de "Lageraltster" étant donné les fonctions antérieures qu'elle
avait occupé à MAJDANEK;

Attendu par ailleurs, qu'il est formellement établi que c'est la
quasi totalité des détenues de LEIPZIG qui l'ont empêché de se démettr
de ses fonctions à l'arrivée des juives;

Attendu dans ces conditions, qu'en supposant les charges retenues
à son égard établies matériellement, il ne peut y avoir qualification
d'intelligence avec l'ennemi aux termes des articles 75 par.5 et 77 du
Code Pénal dont l'élément constitutif essentiel est une manifestation
de volonté sans contrainte de se mettre au service de l'ennemi, ce qui
ne saurait être le cas à MAJDANEK où elle a été désignée par une de ses
compagnes polonaises, ni à LEIPZIG où il est établi qu'elle ne pouvait
se soustraire à cet ordre formel sans encourir les plus graves sanction

Attendu, en ce qui concerne les coups et blessures volontaires
aux termes de l'ordonnance du 28 août 1944, qu'il résulte de l'article
de l'ordonnance sus-visée que ne pourront être poursuivis comme crimes
de guerre que les agents non français au service de l'administration ou
intérêts ennemis, qualification qui suppose une mise au service de l'e
mi volontaire et sans contrainte pour servir les intérêts ennemis;

Attendu qu'il résulte des faits exposés ci-dessus que l'inculpée
a occupé les fonctions sus-indiquées soit désignée par ses camarades, et
sous la contrainte de l'ennemi et que dans ce dernier cas elle les aurait
résiliées au plus tôt si ce n'avait été la pression de ses camarades;

Attendu que dans les deux cas il n'est nullement établi qu'elle
a été au service des intérêts ennemis, bien au contraire de multiples
témoignages affirment le contraire;

Attendu, par ailleurs, qu'il existe au dossier plusieurs pièces
qui indiquent que l'inculpée faisait partie de l'armée secrète polonaise
et qu'elle était déportée politique;

Attendu qu'elle a déjà fait l'objet d'une enquête administrati
au camp maérisin de DACHAU relativement aux mêmes faits qui sont retenus
à son encontre aujourd'hui et qu'elle a bénéficié d'un "ordre d'élargisse
ment";

Attendu qu'elle ne figure pas au fichier des criminels de guerre
de la Cour d'Appel de LUXEMBOURG;

Vu l'article 66 du Code de Justice Militaire
Déclarons

.....

UNAVAILABLE COPY

TRANSLATION CERTIFICATE OF POLONIAN.

COPIE CERTIFIÉE.

Institut Historique Juif près du Comité Central
Polonais. Texte hébreu.

JEWISH HISTORICAL INSTITUTE at the CENTR. COM. of J.E.S. in
Poland.

Luz. Varsovie le 10 Mars 1949. Tlumackie 5 tel. 8.69.59.

L'Institut Historique juif à Varsovie atteste que Szumana
Joanna / Majdanek / ne figure pas dans notre casier des crimes
de guerre et des collaborateurs.

La présente attestation a été délivrée à la demande de l'avocat
Vincenty Hein de Cracovie.

L.I. L'Institut Historique juif auprès du Comité Central
Juif on F. logue - Varsovie. Signature illisible m.p.

Numéro du registre 482/49.

Je certifie la conformité littérale de la présente copie avec
l'original qui m'a été présenté.

Reçu comme taxe fiscale selon la liste des taxes fiscales, position 2, article e, la somme de 10 zloty qui a été enregistrée sous position 7/49 du registre des impôts et taxes fiscales, selon 99 21 du tarif pour notaires la somme de 110 zloty. A Cracovie, le premier avril de l'an mil neuf cent quarante-neuf /I/IV, 1949./

(Dr.) Franciszek Szymaniowicz, / signature autographe / notaire.

Sceau rond : Dr. Franciszek Szymanowicz, notaire à Cracovie.

Ref. Nr 43/49.

Je certifie par la présente en qualité d'interprète assermenté de la langue française cette traduction littérale conforme avec le texte du document original polonais qui m'a été présenté.

Cracovie, le 4 avril 1949.

(Dr.) Jan Henryk Jaworski

interprète assermenté de la langue
française, anglaise et allemande.

Legalisation.

Exhibit D

RE COPY

ENCL

BEST AVAILABLE COPY

COPIE CERTIFIÉE.

Commission principale des investigations des crimes allemands
Katowice.

Nr. 482/49. Affaire : Szumanska Joanna.
Katowice, le 5 Février 1949. Al. Jerezolinskie 7 m. 9. tel. 111-111.

Réponse à l'écrit du SI/I. 1949. Nr. /4

du citoyen avocat Wincenty Hein - Cracovie, Karmelicka 45. Case
postal Nr. 252.

J'ai l'honneur de vous informer que dans les registres de notre
casier des criminels de guerre ne figure pas jusqu'au jour du
7 février 1949 "Joanna Szumanska, ancienne Lageraelfeste des
pour femmes de Majdanek et Hasag". Le directeur Gunkowski mp.
/G/Gunkowski /

N.B./H. Signature illisible m.p.

Nom du registre 482/49.

Je certifie la conformité littérale de la présente copie avec
l'original qui m'a été présenté.

Reçu, comme taxe fiscale selon la liste des taxes fiscales posée
à l'article c/ la somme de 10 zloty qui a été enregistrée sous
position 7/49. du registre des impôts et taxes fiscales reçu se-
lon 21 et 26 du tarif pour notaires la somme de 110 zloty.

à Cracovie, le premier avril de l'an mil neuf cent quarante neuf
/1 IV. 1949/.

Dr. Franciszek Szymanowicz, /signature autographe/ notaire

Cercle rond : Dr Franciszek Szymanowicz, notaire à Cracovie.

Nr. 44/49.

Je certifie par la présente en qualité d'interprète assermenté de
la langue française cette traduction littérale conforme avec le
texte du document original polonais qui m'a été présenté.
Cracovie, le 4 Avril 1949.

Dr. Jan Walery Jaworski
Interprète assermenté de la langue
française, anglaise et allemande.

RI COPY

Exhibit E

ENCL.

W Lublinie

1 września 1949 r.

Nr 22 S. 213/49

Z a ś w i a d c z e n i e

Prokuratura Sądu Okręgowego w Lublinie stwierdza, że ob. Joanna (c. nina) S z u m a Ą s k a nie figuruje w skorowidzach Prokuratury Sądu Okręgowego w Lublinie za czas od 1944 do 1949 r.

Niniejsze zaświadczenie wydaje się adwokatowi Wincentemu Hejnow. za skutek podania z dnia 11 września 1949 r.

Opłatę kancelaryjną w kwocie 20 złotych (znaczkę sądową) pobrano i skasowano na podaniu.

(Pieczęć okrągła:
Prokurator Sądu
Okręgowego w Lubli-
nie)--

Prokurator
(-) Skorupski
(C. Skorupski)

REPERTORIUM Nr 22 S. 213/49

Dnia trzynastego (13) września tysiąc dziewięćset czterdzie-
stego dziewiątego (1949) roku, ja, Antoni Szymański, Zastępca Ka-
rola Hettlingera, Notariusza w Warszawie, mającego kancelarię
w Warszawie przy ulicy Łapczyńskiej pod Nr 6, w gmachu Hipote-
ki, poświadczam niniejszym zgodność tego odpisu z oryginałem,
okazanym mi przez Bronisławę Szczurową, zamieszkałą w Warsza-
wie przy ulicy Nowogrodzkiej pod Nr 25.-

RT COPY

Exhibit

ENCL